

Impact de la profession et des conditions de travail des professionnelles de santé sur leur état de santé pendant leur grossesse et l'issue de cette grossesse

WOCAPREG

Responsable scientifique : Anna-Belle Beau (CHU Toulouse, service de pharmacologie)

Note d'information

Identité et les coordonnées du responsable de traitement

Le CHU de Toulouse est le responsable du traitement, situé à l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques, 2, rue Viguerie, 31059 TOULOUSE, et est représenté par son directeur général Jean-François LEFEBVRE.

Coordonnées du délégué à la protection des données

Délégué à la protection des données du CHU de Toulouse : dpo@chu-toulouse.fr

Finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel

Horaires de travail longs et irréguliers, travail de nuit, travail posté debout, niveau de stress parfois élevé... Les métiers de la santé sont généralement physiquement exigeants et reconnus comme tels. Les conditions de travail difficiles ont une incidence sur la santé des individus et la population féminine est particulièrement vulnérable à la pénibilité du travail lors de la survenue d'une grossesse. Il a d'ailleurs été démontré, en population générale, un lien entre conditions de travail difficiles et issues défavorables de grossesse (morts foetales et naissances prématurées). Parallèlement, la consommation globale de médicaments chez les travailleurs a augmenté au fil des ans. Ce constat est particulièrement marqué chez les femmes et chez les personnes ayant des conditions de travail difficiles, avec notamment une augmentation préoccupante de la consommation de médicaments anti-douleurs. Alors que le recours aux médicaments est plus élevé chez les femmes, aucune étude ne s'est intéressée spécifiquement aux professions de santé, qui comptent justement une large part de femmes parmi leurs effectifs. Ce projet explorera l'impact de la profession et des conditions de travail sur la santé maternelle et l'issue de la grossesse, pour mieux identifier les femmes à risque de complications et d'issues de grossesses défavorables, pour ensuite prendre des mesures préventives efficaces.

Base légale du traitement

La base légale de ce projet de recherche est l'exécution d'une mission d'intérêt public, qui fait partie des missions définies dans les statuts du CHU de Toulouse, et nécessite le traitement de données personnelles de santé à des fins de recherche scientifique.

Catégories de données concernées par les traitements

Dans le cadre du projet WOCAPREG, les chercheurs s'appuient sur les données socioéconomiques et de santé des individus présents dans l'EDP-Santé, base de données issue de l'appariement de l'Echantillon démographique permanent (EDP) et le Système National des Données de santé (SNDS), réalisé par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) (<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sources-outils-et-enquetes/ledp-sante-enrichissement-de-lechantillon-demographique-permanent-par>). Des données médicales et de santé (données issues du SNDS), ainsi que, dans la mesure où elles sont nécessaires à la recherche, les données relatives à la vie professionnelle, la catégorie socioprofessionnelle (données issues de l'EDP) seront mises à disposition de l'équipe coordinatrice de la recherche (dans un espace sécurisé du CASD, Centre d'accès sécurisé aux données).

Destinataires ou catégories de destinataires des données à caractère personnel

Les données seront mises à disposition du responsable scientifique du projet, épidémiologiste - CHU Toulouse, France. Cette mise à disposition est nécessaire pour la réalisation des analyses statistiques par l'équipe Inserm CERPOP, Université Toulouse 3 et CHU Toulouse. Les personnes chargées de la réalisation de cette recherche, exerçant au sein du CHU de Toulouse et habilités par le responsable de traitement à accéder aux données et à les traiter, accèdent aux données via un espace sécurisé (le CASD).

Durée de conservation en base active des données à caractère personnel

Les données seront conservées dans les systèmes d'information sécurisés du CASD pendant la durée du projet plus deux ans, soit quatre ans en base active, jusqu'en 2027, puis archivées jusqu'à publication des travaux dans des revues à comité de lecture.

Droits des personnes concernées et modalités d'exercice de ces droits.

Le projet a reçu un avis favorable du Comité du Secret Statistique. Enfin, conformément à l'article 66 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ce projet de recherche a reçu une autorisation de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), décision CNIL DR-2024-037. La CNIL est l'autorité de contrôle chargée de surveiller l'application des règles relatives à la protection des données, afin de protéger les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques à l'égard d'un traitement de données.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi informatique et libertés), et la réglementation européenne relative à la protection des données (RGPD) s'appliquent aux données utilisées dans ce projet. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, et d'opposition au traitement de ces données. Par ailleurs, vous disposez d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en

particulier auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation du règlement général sur la protection des données et de la loi informatique et libertés. Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant à l'adresse drees-rgpd@sante.gouv.fr en indiquant le code EDP-Santé dans votre demande. Pour toute autre question concernant les données EDP-Santé, merci de les adresser à drees-edp-sante@sante.gouv.fr. Vous pouvez également retrouver ces informations sur la page internet de l'EDP-santé sur le site internet de la DREES.

Pour toute question concernant spécifiquement l'utilisation des données dans le cadre du projet WOCAPREG, merci de les adresser aux délégués à la protection des données : dpo@chu-toulouse.fr.

Pour toute question concernant le projet WOCAPREG, merci de les adresser à Anna-Belle Beau, responsable scientifique, anna-belle.beau@univ-tlse3.fr.